

# L'ANALYSE DE

JEAN PISANI-FERRY



## CLIMAT : L'EUROPE A BRÛLÉ SES VAISSEAUX

2 janvier 2020

Avec son "Pacte vert", la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, investit une grande part de son crédit politique dans la transition écologique. Si elle ne tient pas ses engagements, sa légitimité en sera affaiblie. Les objectifs de neutralité climatique annoncés pour 2050 sont particulièrement ambitieux. Le Green Deal n'est pas seulement un projet européen parmi d'autres. Il est devenu la nouvelle finalité de l'Europe.

**L**a plupart des drapeaux nationaux sont multicolores. Mais pas celui de la Chine – il est rouge – ni celui de l'Union européenne, qui est bleu. Ou, plutôt, qui était bleu. C'est en vert, en effet que s'affiche le nouveau projet européen. Lors de leur sommet de la mi-décembre, les dirigeants de tous les pays de l'Union à une exception (pas le Royaume Uni, mais la Pologne) ont officiellement adopté l'objectif d'atteindre en 2050 la neutralité climatique, c'est-à-dire de ramener à zéro leurs émissions nettes de gaz à effet de serre.

La Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen veut aller plus loin<sup>[1]</sup>. Elle prévoit de présenter en mars prochain une "loi sur le climat" pour s'assurer que toutes les politiques européennes seront orientées vers l'objectif de neutralité carbone. Elle souhaite que les États membres s'accordent d'ici l'été prochain pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre d'environ 40% entre 2017 et 2030. Elle propose également d'allouer la moitié des financements de la Banque européenne d'investissement et le quart du budget de l'Union à des objectifs liés au climat et de consacrer 100 milliards d'euros au soutien des régions et des secteurs les plus affectés par la transition écologique. Enfin, elle propose d'introduire une taxe carbone aux frontières si les partenaires commerciaux de l'UE traînent des pieds.

Une grande ambition pour le long terme suscite naturellement le scepticisme. Pour des responsables politiques élus pour quatre ou cinq ans, un objectif à 2050 n'est pas vraiment contraignant. On peut de plus

[1] [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/european-green-deal-communication\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/european-green-deal-communication_fr.pdf)

s'attendre à des tensions : États producteurs d'énergie fossile, secteurs intensifs en énergie, industries soumises à la concurrence internationale et ménages dépendants de l'automobile ne manqueront pas de s'opposer avec véhémence aux mesures qui les touchent directement. L'Union européenne a cependant investi une si grande part de son capital politique dans la transition verte qu'un échec dans ce domaine mettrait en cause sa légitimité. Pour l'Union, le Green Deal n'est pas seulement un projet parmi d'autres. C'est sa nouvelle finalité.

Supposons donc que les pays européens s'engagent réellement dans le plan von der Leyen. Peut-il réussir ?

Comparé aux engagements des autres grands émetteurs de gaz à effet de serre, l'objectif annoncé par l'UE est d'une ambition remarquable. Il est cependant insuffisant au regard de ce que demanderait la préservation du climat mondial. Pour éviter une augmentation des températures au delà du seuil critique de 1,5°C, les futures émissions cumulées globales doivent être limitées à sept fois le niveau actuel. En d'autres termes si l'on reste au niveau d'émission actuel (qui continue d'augmenter), le budget carbone total de l'humanité sera épuisé dans sept ans.

Le budget carbone que l'Europe s'alloue avec son plan ambitieux correspond à 15 années d'émissions au niveau actuel (un peu moins si les efforts sont plus prononcés en début de période). Comme les pays émergents doivent logiquement se voir attribuer un budget moins contraignant que celui des pays développés, les émissions globales resteraient trop élevées dans le cas hypothétique où tous les pays se mettaient tout d'un coup à suivre l'exemple européen. La triste vérité est que l'objectif de 1,5°C est déjà hors d'atteinte et que le plan européen, aussi louable soit-il, ne représente que le strict minimum.

Ce plan est-il au moins réel ? Il est trop tôt pour le dire, mais il est déjà évident que l'ensemble des outils de politiques publiques nécessaires ne sont pas disponibles à la seule échelle européenne. L'Union européenne décide des permis d'émissions pour les industries intensives en énergie et des normes d'émission des voitures, mais elle n'est pas directement décisionnaire en ce qui concerne le mix énergétique de chaque pays, les normes en matière de logement, les incitations fiscales ou les investissements publics. Beaucoup va dépendre des stratégies nationales, et le moins qu'on puisse dire est que les approches des États sont disparates : les émissions de CO<sub>2</sub> sont taxées à €112 la tonne en Suède et €45 en France, mais elles sont exemptées de taxe en Allemagne et en Italie. Concevoir et imposer une stratégie européenne commune sera un combat difficile.

Frustrés, beaucoup de défenseurs du climat placent aujourd'hui leurs espoirs dans les instruments financiers. Après avoir perdu la bataille pour une réglementation contraignante et pour une fiscalité dissuasive, ils

espèrent que la finance verte fera progresser leur cause. Il est vrai qu'un nombre croissant d'investisseurs se détournent des actifs "bruns", soit par choix stratégique, soit en raison des avertissements des régulateurs : les champs de pétrole et les centrales à charbon risquent de perdre beaucoup de leur valeur et de devenir des actifs invendables. Et il est vrai que des règles favorables aux investissements pour le climat, la limitation du risque par l'intermédiaire d'outils financiers ou des bonifications d'intérêt peuvent stimuler la formation d'un capital vert. Même les banquiers centraux débattent vivement de ce qu'il faut faire pour le climat.

Mais ces techniques financières manquent d'efficacité. Elles peuvent aider à diminuer les investissements carbonés et une panoplie d'incitations peut aider à promouvoir les investissements décarbonés, mais à un coût économique élevé. Tant que la politique en faveur du climat n'est pas complètement crédible, chaque tonne de gaz à effet de serre économisé entraînera plus de pertes que si le futur prix du carbone était prévisible. Et comme l'a montré l'expérience des subventions à l'achat pour des véhicules propres, le soutien aux technologies vertes, s'il n'est pas secondé par une taxe carbone, peut finir par favoriser une plus grande consommation d'énergie[2]. A coup sûr, il faut admettre que la décarbonisation ne pourra pas reposer entièrement sur les politiques de premier rang, celles qui sont les plus efficaces. Mais il faut se méfier des mauvais substituts : il est assez facile de dépenser des sommes importantes sans résultats probants. Or le soutien de l'opinion aux politiques climatiques n'est pas tel qu'on puisse considérer que le coût n'est pas une contrainte à prendre en compte.

Au bout du compte, le succès dépendra largement de la capacité du verdissement de l'économie à créer des emplois et à favoriser la prospérité. La Commission européenne tient son Green Deal pour la nouvelle "stratégie de croissance" de l'Europe[3]. Cette proclamation a tout pour contrarier les partisans de la décroissance, mais la Commission a raison de souligner que décarbonisation et croissance doivent aller de pair. La transition vers la neutralité carbone va détruire de la richesse, faire reculer l'emploi dans les secteurs intensifs en énergie et imposer des changements de style de vie. Elle ne suscitera assez d'adhésion que si elle crée du dynamisme économique.

La Commission affirme que son plan va générer €260 milliards d'investissement supplémentaire chaque année. On peut débattre des détails[4], mais à première vue, le chiffre semble raisonnable. Ces investissements ne se matérialiseront cependant que sur la base d'un effort persistant, large et crédible de mise en œuvre de ce qui n'est encore que l'ébauche d'un plan.

---

[2] <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/CEDD%20-%20S%20040.pdf>

[3] [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2020-european-semester-annual-sustainable-growth-strategy\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2020-european-semester-annual-sustainable-growth-strategy_en.pdf)

[4] <https://www.piie.com/blogs/realtime-economic-issues-watch/credible-decarbonization-agenda-can-help-strengthen-europes>

Il y a 500 ans, le conquistador Hernán Cortes accostait à Veracruz, au Mexique. Pour signifier à ses maigres troupes que la victoire serait leur seul salut, il fit sur le champ brûler ses vaisseaux. C'est exactement ce que l'Europe vient de faire en annonçant en fanfare son nouveau Green Deal.

© Project Syndicate

<https://www.project-syndicate.org>

*Jean Pisani-Ferry est économiste, professeur à Sciences Po et à la Hertie School of Governance (Berlin). Il est également senior fellow chez Bruegel, think tank basé à Bruxelles, et titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l'Institut universitaire européen (Florence).*